

ces slaves de l'Adriatique, une politique de répression. Vivante, qui avait tout scruté et tout prévu, le dit clairement : « L'annexion n'aboutirait qu'à mettre toutes les forces du nouvel Etat au service d'une race contre l'autre, c'est-à-dire à inaugurer une nouvelle forme de lutte, un régime national italien du type josphiste, avec un résultat peut-être un peu plus heureux. » En effet, pour justifier devant l'Europe l'annexion et les informations erronées répandues sur l'état ethnique de la rive orientale, l'Italie serait inmanquablement amenée à favoriser une petite poignée d'italianisants contre plus d'un demi million de Slaves. A un homme politique italien qui, du camp des modérés, a passé depuis dans le camp nationaliste, nous écrivions un jour : « L'italianisation violente des pays slaves de l'autre rive serait une conséquence rigoureusement logique de l'irréductible conflit entre le droit national et le droit de conquête. Ce dernier, en effet, a besoin de la sanction de l'autre et il ne peut l'obtenir que par la violence. Et alors ? Recourra-t-on aux méthodes des violences germaniques ou autrichiennes ? Voudra-t-on combattre le droit national des Yougoslaves en Dalmatie, fortement enraciné depuis Arbe jusqu'à Cattaro, attesté par des manifestations innombrables et intimement uni à la pensée nationale de l'arrière-territoire ? Interdira-t-on les infiltrations ? Expulsera-t-on les instituteurs et les curés, les avocats